

Marseille, le 30 MAI 2018

L'ADJOINTE AU MAIRE

Déléguée à la Sécurité Publique et  
Prévention de la Délinquance

**Monsieur Olivier DE MAZIÈRES**  
**Préfet de Police des Bouches**  
**du Rhône**

2, Boulevard Paul Peytral  
13282 Marseille Cedex 20

**OBJET :** Bilan de l'utilisation expérimentale des caméras individuelles portées par les agents de police municipale au cours de leur mission.

**REF :** DGSEC- CP/ML/MB/ 18/05/11

Monsieur le Préfet,

*Olivier Azmi*

Je reviens vers vous, conformément au décret 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'usage de caméras individuelles, par les agents de police municipale, dans le cadre de leurs interventions, et vous livre par la présente un premier bilan.

Vous savez combien le Maire de Marseille est particulièrement attentif au respect de l'ensemble des règles qui encadrent la détention et l'usage de cet outil très spécifique et que nous mettrons tout en œuvre afin d'assurer l'application stricte des directives prescrites dans ce domaine.

Ainsi, conformément à l'autorisation en date du 22 février 2017 que vous avez bien voulu accorder à la Ville de Marseille, nous avons dotés nos policiers municipaux en caméras individuelles le 18 septembre 2017 à l'issue de la procédure réglementaire de marché public.

La mise en œuvre de ce dispositif a été précédé d'une procédure spécifique à l'utilisation de cet outil d'une note interne de service.

Parallèlement, une formation préalable à la dotation a été réalisée auprès de l'ensemble des agents de la police municipale, afin d'aborder chacun des aspects techniques et réglementaires et depuis le 18 septembre 2017, tous les chefs de patrouille en sont équipés.

À la date du 16 mai 2018, 86 interventions ont fait l'objet de l'activation de la caméra individuelle par les agents détenteurs et ces vidéos ont toutes été transférées sur un terminal sécurisé, entièrement dédié au visionnage des images par les responsables opérationnels habilités.

Seuls 19 de ces enregistrements ont cependant nécessité un transfert sur support informatique (DVD) : 9 pour motif administratif en prévision d'une demande éventuelle des autorités judiciaires mais non réclamés par celles-ci, 6 pour motif pédagogique et 4 sur réquisition d'un officier de police judiciaire dans le cadre d'une procédure, conformément aux termes du décret du 23 décembre 2016.

Par ailleurs, permettez-moi de vous interroger sur la possibilité de verser les images vidéo aux procédures judiciaires de façon systématique ? Je reste à votre disposition pour en discuter.

Cette expérimentation menée au sein de la police municipale de Marseille, démontre l'intérêt dissuasif de cet équipement.

En effet, les procédures de protection fonctionnelle des agents de police municipale ont connu une baisse significative depuis la mise en place de ce dispositif.

Enfin, conformément à vos préconisations, je vous confirme qu'à compter du 3 juin prochain les agents de la police municipale de Marseille ne seront plus porteurs de la caméra individuelle et ce jusqu'à ce que vous nous fassiez part de nouvelles dispositions en la matière.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'expression de ma considération distinguée.

  
**Caroline POZMENTIER-SPORTICH**